



CERTIFICAT QUALIBAT « RGE »

NUMÉRO E-E13152

VALABLE JUSQU'AU 24/11/2024

ÉDITÉ LE 02/08/2024

SITUATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Date de création : 01/04/1982

Forme juridique : SAS

Capital : DEPUIS LE 30/07/2021
100 000

Raison sociale : MEUNIER G C

ZAE 5 RUE GUTENBERG
79100 STE VERGE

Registre du commerce ou répertoire des métiers :
RC BRESSUIRE 324 046 515

Siret : 324 046 515 00049

Code NACE : 4322B

Numéro caisse de congés payés : 5420680

Assurance Responsabilité Travaux :

AXA FRANCE IARD 0000005104044104

Assurance Responsabilité Civile :

AXA FRANCE IARD 0000005104044104

Situation fiscale et sociale : A jour au 31/03/2022

Téléphone : 05 49 66 10 04

Portable : 06 19 84 77 93

Fax : 05 49 66 12 00

Site Internet :

E-mail : stephanie.merceron@meuniergc.fr

Responsabilité légale :

GCRM . PRÉSIDENT / MERCERON STEPHANIE GÉRANT

Effectif moyen : 31

Tranche de classification : EFF3

QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Code	Qualification(s) en cours de validité	* Date d'attribution
5111	Installation de plomberie sanitaire en habitat individuel, collectif et tertiaire inférieur à 1000 m ² (Technicité courante) Mention RGE	21/09/2021
5211	Remplacement de chaudière gaz/fuel en logement individuel Mention RGE	12/01/2023

Catégories de travaux RGE couvertes

Catégories	Date d'attribution
o Chaudières à haute performance énergétique ou à micro-cogénération gaz	12/01/2023
o Radiateurs électriques, dont régulation.	21/09/2021

* ou du plus récent renouvellement

LE PRÉSIDENT
DE QUALIBAT

Gérard SÉNIO

SIGNATURE
DU TITULAIRE

AGENCE
QUALIBAT

AGENCE D'ANGOULEME
91 BOULEVARD DE BRETAGNE
16710 SAINT-YRIEIX-SUR-CHARENTE

La (ou les) qualification(s) « RGE » atteste(nt) de la conformité aux exigences applicables à la « Reconnaissance Garant de l'Environnement », suivant le « référentiel pour l'attribution et le suivi d'une qualification professionnelle d'entreprise et la délivrance du certificat », ainsi que les éventuelles exigences complémentaires et/ou particulières associées aux qualifications ci-dessus, en vigueur à la date de la demande.